

# Pour la CGSP, « ce gouvernement doit tomber »

« Non, ce mot d'ordre n'est pas inapproprié. C'est la seule solution qu'il nous reste. » **Johan Lambert**

**31** Ce mardi 31 mai, manif nationale en front commun du secteur public et appel à une grève au finish de la CGSP.

**La CGSP wallonne a donné son mot d'ordre pour la grève du 31 mai : « faire tomber le gouvernement ». Vous avez dit pas politique ?**

## ● Martial DUMONT

Johan Lambert vous êtes vice-président wallon de la CGSP train-tram-bus. Le mot d'ordre de votre syndicat pour la grève dans le service public de mardi prochain c'est : « il faut faire tomber ce gouvernement ». Et les syndicats veulent donc faire croire que ce mouvement social n'est pas politique ?

Ce n'est pas là le problème. Depuis 2014, tout passe en force, il n'y a plus de concertation sociale : l'index, les pensions, etc. Alors aujourd'hui, oui, la seule solution qui nous reste, c'est de faire tomber ce gouvernement de merde (sic) qui est nuisible. Mais attention, si votre question est « veut-on remettre le PS au pouvoir ? » ce n'est pas le but. Ce qui arrivera arrivera. Simplement, il faut faire sauter ce gouvernement qui n'est pas favorable aux travailleurs.

Franchement, est-ce bien le rôle d'un syndicat de donner ce genre de mot d'ordre éminemment politique ?

Qu'est-ce qu'on doit faire : bouffer tout ce que le gouvernement veut nous faire bouffer ? Nous, on est là pour défendre les services publics qui sont fondamentaux pour les petites gens. Et ça aujourd'hui, ça passe par la chute du gouvernement. Alors, non, ce mot d'ordre n'est pas inapproprié. C'est l'arme ultime, ok. Mais c'est la seule solution qu'il nous reste.

**Et si ça ne marche pas ?**

On avisera. Mais je pense que si les gens suivent, ça peut fonctionner. Il faut bien lancer le mouvement. Rien ne dit que des secteurs du privé ne nous rejoindront pas...

**Quand vous voyez les réactions irritées de la population wallonne qui a le sentiment d'être prise en otage face aux grèves à la SNCB,**

**vous croyez réellement qu'elle va vous suivre ?**

On ne prend personne en otage. Ça, c'est des mots des politiques pour criminaliser le mouvement syndical. Et puis, on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs...

**Vous n'avez pas l'impression d'être isolés à la CGSP wallonne ? La FGTB est plus que circonspecte par rapport à votre démarche et une éventuelle grève au finish dans les services publics...**

Je n'ai entendu personne à la FGTB dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec notre démarche. Je le répète, nous défendons le service public que, depuis deux ans, on ne cesse de détricoter : on ferme des bureaux de poste, on supprime des petites lignes de train, etc. Si notre action ne fonctionne pas, on se remettra en question. ■

> Lire aussi notre édito en page 24.

## Pas de train avant mercredi

« La SNCB conseille à ses voyageurs tant pour samedi que dimanche de tenir compte d'une circulation ferroviaire perturbée à la suite de l'action syndicale », a prévenu l'opérateur ferroviaire dès ce vendredi soir : les négociations entre syndicats et direction de la SNCB n'ont pas abouti à un accord, et la grève entamée mercredi soir par des cheminots de la CGSP se poursuivra au moins

jusqu'à mardi, a indiqué dans la foulée Michel Abdissi, secrétaire général de la CGSP. Ce qui veut dire, concrètement, qu'il n'y aura pas de train avant mercredi au plus tôt, puisque les services publics seront en grève ce prochain mardi...

« Il est impossible de prévoir pour ce week-end les lieux et l'impact exacts de ces actions. Celles-ci peuvent être différentes d'une région à l'autre

mais au vu de la configuration du réseau, les perturbations pourraient se faire ressentir sur tout le réseau », a ajouté la SNCB.

L'opérateur ferroviaire conseille donc à ses clients de suivre tous ses canaux d'information ([www.le-train.be](http://www.le-train.be)), ainsi que ses comptes Twitter et Facebook, l'application et les annonces dans les gares).

« En Wallonie, il y avait très peu de circulation de train ces jeudi et ven-

dredi, tandis qu'en Flandre, les perturbations étaient ressenties un peu partout avec cependant des différences régionales», relève encore la société.

### Impact sur les 20 km de Bruxelles

Le mouvement aura, dans l'immediat, un impact sur les 20 kilomètres de Bruxelles, auxquels nombre des quelque 39 600 participants inscrits pour la 37<sup>e</sup> édition de l'épreuve se rendent habituellement en train.

Les organisateurs de la grand-

messe du jogging bruxellois se disent pris au dépourvu. «*Nous aurions pu imaginer de faire appel à des autocaristes. Mais apprenant cela un vendredi soir, nous n'avions plus le temps*», a commenté Carine Verstraeten, du Syndicat d'Initiatives Bruxelles Promotion.

Du côté des chemins de fer, on «*fait tout ce qu'on peut pour proposer un service aux voyageurs. Mais pour cela, il faut du personnel et du matériel disponibles*», explique-t-on, en précisant qu'«*il est prudent de continuer à s'informer de la*

*situation en temps réel*» car certains trains circulent selon un plan de transport alternatif, selon des horaires différents que d'habitude.

Reste aussi la solution du covoiturage... ■

## Prisons : les Wallons appellent les gardiens de Louvain à la grève

Une vingtaine de gardiens des prisons de Lantin, Marneffe, Ittre, Marche-en-Famenne et Jamioulx se sont rendus vendredi matin devant les portes de l'établissement pénitentiaire central de Louvain. Ils souhaitaient expliquer à l'équipe du matin pourquoi ils mènent une grève depuis quatre semaines dans les prisons wallonnes et appeler leurs collègues flamands à faire de même.

Pendant leur entretien avec leurs homologues flamands, les gardiens wallons ont insisté sur le fait que leur action ne

concernait pas seulement le plan de rationalisation du ministre de la Justice Koen Geens, mais également d'autres thèmes tels que le nombre de jours de maladie, la pension, le statut... Ils les ont avertis que les syndicats flamands les avaient mal informés et prenaient des décisions sans les consulter au préalable. Bien que cette action, selon Sebastian Graeff (CSC), représentant syndical de Lantin, n'avait pas pour objectif d'appeler à la grève, les demandes en ce sens ont, dans la pratique, été répétées.

«*Il est ressorti de notre discussion jeudi avec les gardiens de Hasselt qu'ils débraieraient aussi si leurs collègues de Louvain prenaient la même décision.*»

Un représentant de la CGSP (ACOD), Hans Lemmens, de la prison de Louvain, qui était présent lors de la rencontre, a dit comprendre leur action. Il a toutefois rappelé que la situation en Flandre était totalement différente de celle en

Wallonie. «*Dans les prisons flamandes, nous préparons un exercice d'économies depuis un an dans un climat constructif, alors que, pour l'une ou l'autre raison, on n'a pas encore commencé dans les établissements de la Région wallonne. En Wallonie, le personnel se trouve aujourd'hui dans la même situation que la nôtre il y a un an, d'où cette désunion*», a expliqué Hans Lemmens. ■

## Rififi chez les pompiers aussi

Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, s'est mis l'ensemble des pompiers du pays à dos en envoyant une circulaire qui vise à réformer les shifts de 24 heures au sein de la profession, affirme le Syndicat libre de la Fonction publique (SLFP). «*Il ne fait que créer des problèmes là où il n'y en a pas et a réussi à motiver les pompiers à rejoindre les prochaines manifestations alors qu'ils n'y participaient pas jusqu'à présent*», déplore le syndicaliste Eric Labourdette.

Dans une circulaire datée de mardi et adressée aux présidents des zones de secours, le ministre

Jambon fait part de son opposition au système des shifts de 24 heures et de son intention de déposer un projet de loi pour le réformer. Il avance comme arguments des aspects relatifs à la santé des travailleurs et s'appuie sur des études récentes qui font état de risques accrus de problèmes cardiaques et de burn-out en cas de shift supérieur à 12 heures.

Jan Jambon voudrait également voir les pompiers volontaires davantage mobilisés la nuit et le week-end. Une proposition qui consterne tout autant le SLFP.

Le SLFP ne décolère pas et appellera, après consultation avec les autres organisations syndicales à se joindre à la manifestation nationale de ce 31 mai. ■